

**FAUTE DE FINANCEMENT**

# Le Laboratoire national d'essais ne verra pas le jour de si tôt

**Selon M. El Yazid Benmezaï, son directeur général, le Laboratoire national d'essais (LNE) dont la mise en service était prévue pour l'année 2015, a du mal à se lancer, faute de financements pour l'acquisition des équipements.**

**Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir)** - Ce même responsable précise que l'enveloppe destinée à son budget de fonctionnement, ne couvre pas l'acquisition d'articles et équipements permettant le lancement des principaux services techniques nécessaires pour son démarrage.

Selon M. Benmezaï, le budget nécessaire pour ces acquisitions était initialement disponible, mais, conformément aux dispositions du Code des marchés publics, il a été bloqué parce que non consommé en 2016.

Ces montants ont été bloqués au vu du retard accusé dans la sélection des soumissionnaires, suite aux deux appels d'offres successifs lancés pour cette opération, portant sur l'acquisition de ces équipements, publiés en 2016 et déclarés infructueux, souligne le directeur général. Selon ce même responsable, la consultation qui a suivi ces deux opérations, a finalement permis de retenir des offres pour trois lots sur les cinq prévus dans le cahier des charges et que l'avis d'attribution provisoire pour ces trois lots a été publié dans la presse nationale, à la fin de l'année 2016.

C'est après l'écoulement du délai réglementaire de l'avis d'attribution que les contrats devaient être signés, seulement, les montants nécessaires pour la conclusion des contrats estimés à quelques 450 millions de dinars, restent bloqués, déclare M. Benmezaï, soulignant que l'acquisition de ces trois lots comportant 101 articles et équipements, devraient permettre au laboratoire de lancer les principaux services techniques nécessaires pour son démarrage.

Récemment, le Centre algérien de contrôle de la qualité et de l'emballage (CACQE), chargé de la réalisation du LNE, a entamé les procédures nécessaires pour débloquent cette situation par la commission d'arbitrage, observe le directeur général du LNE, estimant que la mise en œuvre du laboratoire ne sera pas pour demain et ce, même si les montants nécessaires seraient débloqués. Puisque les contrats d'acquisition comportent des délais allant

de 120 à 210 jours, pour la réception des équipements.

Le contrôle des produits industriels sera renforcé par une vingtaine de sections d'essais

Le Laboratoire national d'essais, bâti selon les normes environnementales en vigueur, relatives aux normes urbanistiques, la partie bâtie ne dépasse pas les 65% de la superficie du terrain qui est de 6 100 m<sup>2</sup>, est situé dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah, pour un coût global estimé à 1,4 milliard de dinars. Les travaux de réalisation entamés en 2008, sont complètement achevés et les opérations d'acquisition du mobilier de bureau, du matériel informatique du réseau téléphonique et du système de télé-

surveillance, sont encore en cours de réalisation.

Le laboratoire comptera 20 sections d'essais spécialisées dont le rôle sera de s'assurer de la conformité des différents produits industriels, souligne le directeur général, selon qui, le LNE est un investissement qui vient renforcer le dispositif mis en place par le ministère du Commerce qui s'installe dans le cadre du contrôle et la répression des fraudes. Une fois opérationnel, il permettra notamment un meilleur contrôle des produits de consommation non alimentaires.

Cette nouvelle structure aura pour mission le contrôle de la conformité des produits pris en charge aux textes réglementaires et aux normes nationales en vigueur. Ainsi, les laboratoires de la répression des fraudes, dans les différents domaines techniques, de la maintenance des équipements et les opérations métrologiques (étalonnage et vérification) seront



Photo : DR

**Le laboratoire aura pour mission la conformité des produits industriels.**

appuyés par le LNE. Quant aux activités commerciales, dans le cadre de l'obligation de l'autocontrôle, le LNE fournira des prestations aux opérateurs, aux orga-

nismes chargés de l'évaluation de la conformité et de la certification, la confection des outils et bancs d'essais pour les fabricants.

**M. A.-S.**

**REMBOURSEMENT DES MÉDICAMENTS INNOVANTS**

## Des contrats de performance entre la Cnas et les laboratoires pharmaceutiques

**La Caisse de sécurité sociale va bientôt établir des contrats de performance avec les laboratoires pharmaceutiques pour le remboursement des médicaments innovants. D'un côté, la Sécurité sociale s'engage à rembourser les médicaments innovants, de l'autre côté, le laboratoire s'engage à rembourser la Caisse en cas d'un échec thérapeutique. Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale compte finaliser les textes d'application, d'ici la fin de l'année.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Satisfait ou remboursé : c'est le principe des contrats de performance qui signifie que la Caisse de Sécurité sociale accepte de rembourser les médicaments innovants mais en cas d'un échec thérapeutique, le laboratoire contractuel rembourse l'argent de la Sécurité sociale.

Djaoued Bourkaïb, directeur général de la Sécurité sociale au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale qui participait hier à une table ronde sur la place de l'économie de la santé et des données patients dans la prise de décision en matière de santé, a annoncé que, dans le cadre de la gestion des remboursements des médicaments innovants qui coûtent très

cher, la Caisse de sécurité sociale va signer des contrats avec les laboratoires pharmaceutiques qui commercialisent ces médicaments pour qu'en cas d'échec thérapeutique, le laboratoire rembourse la Sécurité sociale.

«Nous allons accorder les remboursements mais nous allons payer uniquement leurs succès. En cas d'échec, c'est le laboratoire qui partage le risque financier avec la Cnas. Ceci nous permettra de partager les risques et les fardeaux financiers de ces innovations, de les gérer au mieux, tout en garantissant au malade l'accessibilité à ces thérapies innovantes, et cela dans le cadre du maintien des équilibres financiers de la Sécurité sociale», a expliqué M. Bourkaïb. Les procédures d'application de ces contrats ne sont pas encore définies. Cependant, l'Algérie, dit-il, va s'inspirer de ce qui se passe à travers le monde. «Cette pratique existe partout dans le monde, et ceci se fait à travers les registres de santé de chaque malade. Nous avons la chance d'avoir une Caisse de sécurité dotée de contrôleurs médicaux à l'échelle nationale, ces registres peuvent être tenus par la Sécurité sociale qui a déjà ses médecins conseils qui sont en contact avec le médecin traitant qui, à travers une évaluation périodique du malade, va lui créer un dossier médical, et à partir de là, nous pouvons juger s'il y a eu succès ou échec du traitement. Dans ce cas, nous allons le notifier au laboratoire contractuel pour qu'il puisse

rembourser les sommes à la Caisse de sécurité sociale», a encore expliqué le DG de la Sécurité sociale au ministère du Travail.

Les laboratoires pharmaceutiques vont-ils adhérer à ce principe ? Selon M. Bourkaïb, cette nouvelle démarche est prévue dans la loi de finances de 2017 et n'attend que les textes d'application.

L'intervenant a expliqué, cependant, que cela ne va pas se faire d'une manière administrative. La Sécurité sociale, dit-il, va organiser des journées avec toutes les parties prenantes et les experts pour essayer d'engranger le maximum de propositions qui seront jugées les plus pertinentes sur les procédures. «Nous allons voir leur faisabilité avec ce qui existe dans l'architecture de la Sécurité sociale pour pouvoir ensuite élaborer un texte de loi qui colle à la réalité et qui soit applicable et qui donnera un succès à des dispositions», a-t-il expliqué.

Une autre rencontre sera organisée, a-t-il ajouté, d'ici la rentrée sociale prochaine, entre les experts, les parties prenantes et les institutions pour discuter des modalités d'application des dispositions de la loi de finances 2017, pour pouvoir élaborer les textes d'application.

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, dit-il, sera en mesure de présenter son travail final d'ici la fin de l'année.

**S. A.**

**REPRISE DE LA DESSERTE FERROVIAIRE ALGER-ANNABA-TUNIS**

## La nouvelle date annoncée sera-t-elle respectée ?

**Le retour du trafic ferroviaire pour le transport des voyageurs entre Alger et Tunis via Annaba reprendra au mois de juillet prochain, selon une source proche de la direction générale de la Société nationale de transport ferroviaire (SNTF).**

La même source précise que d'ici cette date, toutes les contraintes techniques ayant empêché cette reprise seraient levées. Elle a même évoqué des essais techniques qui sont effectués pour s'assurer de la fiabilité de la ligne ferroviaire.

Pourtant à l'annonce, fin avril

écoulé, du retour à partir du 2 mai de la desserte Alger-Tunis via Annaba, on a déjà fait part de la solution d'un problème technique relatif au gabarit de l'autorail moderne et d'une vitesse appréciable qui était incompatible avec les dimensions d'un tunnel côté tunisien. D'où la décision du retour

à l'exploitation de cette desserte à l'aide de locomotives classiques déjà utilisées par la SNTF, a expliqué une source de cette société. Mais ceux qui avaient déjà projeté de prendre ce premier départ vers Tunis ont déchanté. Et pour cause, l'annonce de cette reprise qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive n'a pas été suivie d'effet.

Pour rappel, cette remise en service a été annoncée par les responsables du transport pour le début du mois de mai courant. Elle a été

favorablement accueillie par les citoyens dont des milliers programment chaque année leurs vacances dans le pays du jasmin, souvent en famille, pour le grand bonheur des hôteliers, restaurateurs et autres commerces du voisin de l'Est. Tout comme elle aura un impact certain pour les échanges non seulement des personnes mais aussi de marchandises utilisant présentement la route à l'aide de camions de gros tonnage.

Cependant, et au vu du report

sine die à la veille de la date de la reprise du trafic «pour une date ultérieure» (cette reprise était même prévue en 2016), certains à Annaba commencent à être pris par le doute d'entendre effectivement le train Alger-Annaba-Tunis siffler de sitôt.

D'autant que cette ligne qui passe par la ville de Souk Ahras avant d'entamer le territoire tunisien était à l'arrêt depuis plus de 15 ans !

**A. Bouacha**